e-Migrinter

8 | 2012

Regards sur les migrations sud-asiatiques

Routes et antiroutes de l'immigration tamoule sri-lankaise

Des camps du Tamil Nadu à la Chapelle

Anthony Goreau-Ponceaud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/e-migrinter/592>

DOI : 10.4000/e-migrinter.592

ISSN : 1961-9685

Éditeur

UMR 7301 - Migrinter

Édition imprimée

Date de publication : 4 avril 2012

Pagination : 26-48

ISSN : 1961-9685

Référence électronique

Anthony Goreau-Ponceaud, « Routes et antiroutes de l'immigration tamoule sri-lankaise », *e-Migrinter* [En ligne], 8 | 2012, mis en ligne le , consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/e-migrinter/592> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.592>

Tous droits réservés

Routes et antiroutes* de l'immigration tamoule sri-lankaise : des camps du Tamil Nadu à la Chapelle

Anthony Goreau-Ponceaud

Le Sri Lanka, île de l'océan indien de plus de 20 millions d'habitants, dont les trois-quarts ont pour langue maternelle le cinghalais (une langue issue du fonds indo-aryen) et le dernier quart le tamoul (langue dravidienne d'Inde du Sud)¹, a été marqué pendant près de trois décennies par un conflit séparatiste sanglant, déclenché par des groupes militants appartenant à la minorité tamoule autochtone.

Ce conflit a eu de larges répercussions dans les logiques migratoires des Sri Lankais : terre d'immigration depuis les débuts de son histoire, le Sri Lanka est devenu progressivement au cours des années soixante-dix, une terre d'émigration massive.

La mise en place de lois discriminantes a lancé sur les routes de l'exil, de manière sporadique dans un premier temps, des élites anglophones vers les pays du Commonwealth. Néanmoins, après les pogroms anti-tamouls de juillet 1983, correspondant également à la montée en puissance du mouvement des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), les flux de réfugiés et de demandeurs d'asile en direction des pays du Nord, d'Asie (Malaisie et Inde en particulier) et du Moyen-Orient sont devenus significatifs conduisant à la création progressive de territoires ethniques dans les divers pays d'accueil.

En France, depuis 1983, la demande d'asile sri-lankaise reste la plus importante du continent asiatique, et dès 1999, la France est apparue comme la deuxième terre d'asile (en nombre de demandeurs) pour les Tamouls sri-lankais, juste derrière l'Union indienne (tableau 4)². La fin du conflit en 2009 n'a pas modifié ces comportements migratoires, l'OFPRA ayant même enregistré en 2009 une hausse des premières demandes d'asile sri-lankaise (+33 % par rapport à 2008). Ainsi, dans l'historiographie de la diaspora tamoule produite par les associations nationalistes, l'année 1983

*Pour Roger Brunet (1993), l'antimonde est « *cette partie du Monde mal connue et qui tient à le rester, qui se présente à la fois comme le négatif du monde et comme son double indispensable* » (p. 35) ; il en va de même de l'antiroute. Pierre-Arnaud Chouvy (2002) précise que « route et antiroute ont ceci de commun qu'elles sont des outils stratégiques et politiques qui traduisent les rivalités de pouvoir des acteurs » (p. 264).

¹Dans la société sri-lankaise se juxtaposent des communautés qui diffèrent par la langue, la religion et les structures sociales. D'origine indo-aryenne (du nord de l'Inde) et à grande majorité bouddhiste, la communauté cinghalaise est la population majoritaire dans le pays. La population tamoule, d'origine dravidienne (sud de l'Inde), est scindée en deux ensembles : les Tamouls « autochtones » et les Tamouls des plantations, qui ont un statut et des intérêts très différents. Les Tamouls « autochtones », présents bien avant la colonisation aux côtés des Cinghalais, ont le sentiment d'être, tout comme ces derniers, des « enfants du sol » et non des immigrés. Les Tamouls des plantations, arrivés au XIXe siècle, ont été utilisés, sous la domination britannique, comme main-d'œuvre dans les plantations du centre du pays, enclavées dans des régions à forte majorité cinghalaise.

²La France accueille la quatrième communauté de Tamouls sri lankais à l'étranger (toutes catégories confondues : réfugiés, naturalisés, clandestins, etc.), derrière le Canada, l'Angleterre et l'Australie, c'est-à-dire trois pays anglophones.

constitue le début de l'établissement de la diaspora (Goreau-Ponceaud, 2011b). Dès lors, si une large part des migrants tamouls, après avoir été « doublement absents » (Sayad, 1999) durant leur exil, sont soudés par une pratique si continue de la mobilité qu'ils vivent « en » mobilité, mobiles dans cet élément mobile (*Mobilis in mobili*) qu'est l'espace de la diaspora. D'autres au contraire sont toujours dans cet espace et ce moment si particulier qu'est celui de la double absence. En miroir à cet écroulement diasporique (comme un revers de médaille), de cette utopie socio-spatiale, existerait des contre-espaces, ceux d'un exil figé entre deux ailleurs, deux absences. Cet article veut donc mettre en lumière ces lieux ménagés par la diaspora tamoule dans ses marges dans lesquels ses représentants sont caractérisés par leur fixité, en attente de décisions gouvernementales, parfois coercitives, assurant les conditions d'un hypothétique rapatriement vers la terre d'origine.

En m'appuyant d'une part sur mes recherches doctorales portant sur la diaspora tamoule (Goreau-Ponceaud, 2008), et d'autre part sur un terrain mené en juin 2010 au Tamil Nadu portant sur les formes d'enfermement des Tamouls sri-lankais au Tamil Nadu³, je voudrais mettre en miroir les routes et antiroutes de cette immigration ; et à partir du cas de la migration vers la France, examiner la manière dont ces antiroutes, ces situations et ces moments différents de la migration se font écho, s'entrecroisent et se rejoignent. En appuyant mon analyse sur les camps de réfugiés des Tamouls sri-lankais, je mets également en lumière le négatif de cette diaspora, son double indispensable.

³En juin 2010, j'ai débuté une étude portant sur les circulations migratoires des Tamouls sri-lankais au Tamil Nadu qui s'insère dans le programme culture tamoule contemporaine de l'Institut Français de Pondichéry (IFP). Durant ce court terrain d'une durée d'un mois, j'ai pu mener des enquêtes (23 entretiens) dans le camp de réfugiés de Keelputhu Pathu, dans le taluk de Tindivanam, dans le district de Villupuram, ainsi que dans le camp de transit de Mandapam. L'accès au camp a été facilité par mes contacts au sein des ONG OFERR (Organisation For Eelam Refugees Rehabilitation) et *Federation for People's Rights*. Ces deux ONG qui interviennent également de manière régulière dans les quelques 117 camps m'ont permis d'avoir accès à plusieurs de leurs données. Enfin j'ai pu rencontrer plusieurs réfugiés hors des camps (13 entretiens au total) et des activistes politiques tamouls. Cet article se base sur les informations récoltées durant ce séjour.

Carte n°1 : Conflit et mouvements de population à Sri Lanka.

Source : Conception et réalisation Anthony Goreau-Ponceaud, 2012. D'après le UNHCR (Joint Humanitarian Update n°28, septembre 2010).

Routes et antiroutes

L'émigration des Tamouls de Sri Lanka est un phénomène ancien⁴. Toutefois,

⁴La tradition de migration à Sri Lanka remonte au siècle dernier lorsque les représentants de la bourgeoisie indigène prirent l'habitude de poursuivre leurs études dans la capitale britannique, tandis que les Tamouls du Nord Sri Lanka commençaient à quitter la péninsule de Jaffna à la recherche d'emplois, dans le reste de l'île ou à l'étranger. Ce phénomène de migration résultait de la convergence de deux facteurs : le relatif surpeuplement et l'absence de ressources autres qu'agricoles de la péninsule ; les possibilités offertes par le développement d'un système scolaire anglophone.

ses caractéristiques se sont transformées depuis la fin des années 1970, lorsque la revendication séparatiste d'une partie de la population tamoule du Nord de l'île s'est exprimée par la lutte armée : « les conditions de la répression ont transformé une émigration volontaire en exode forcé » (Meyer, 2001 : 63). En raison de la situation de violence dans le pays, « affectant des minorités déjà mobiles » (Etiemble, 2001 : 10), et des opportunités d'emplois générées par la manne pétrolière au Moyen-Orient, le Sri Lanka est devenu une terre d'émigration massive au cours du vingtième siècle. Cependant, il faut attendre les années 1970 pour trouver une vague de migration

réellement importante issue des milieux populaires : ce sont à l'époque les pays du Golfe qui recrutent massivement des travailleurs⁵. Ces départs sont nettement encouragés par le gouvernement libéral de Sri Lanka.

Dans cet « exode forcé » (Meyer, 2001), on peut distinguer deux grandes phases qui tiennent compte de la constitution progressive de chaînes migratoires (Goreau-Ponceaud, 2008) : celle des années 1970-1980 et celle des années 1990-2000, le pogrom de Juillet Noir⁶ agissant comme une date charnière dans le profil sociologique et les intentions politiques des migrants. En effet, l'émigration tamoule des années 1970-1980 était plutôt constituée de membres des hautes castes de la péninsule de Jaffna (Brahmanes ou Vellalar) ; la vague migratoire plus récente (post-1990) a principalement concerné des membres de la caste des Karaiyar et d'autres castes inférieures provenant du Wanni (cf. carte n°1), dont sont issus la plupart des cadres des LTTE. Certains membres de cette émigration récente se sont illustrés en rejoignant par exemple des « gangs » locaux qui assuraient

en France les activités de collectes de fonds pour le LTTE⁷.

Entre ces deux phases, les routes migratoires empruntées divergent elles aussi : elles se sont multipliées et complexifiées au gré des bouleversements géopolitiques inhérents à la chute du mur de Berlin et à la dissolution de l'URSS (Withol De Wenden, 2009). Cette évolution des routes n'est pas singulière aux migrations sri-lankaises, on l'a retrouvée pour d'autres courants migratoires, notamment ceux originaires d'Afrique sub-saharienne (Gonin, 2005). Mustafa Aslan et Jean-François Pérouse (2003) ont d'ailleurs montré le rôle focal d'Istanbul dans le système des migrations internationales ; la métropole turque se trouvant sur un des principaux itinéraires de l'émigration clandestine partant de l'Asie et de l'Afrique vers l'Europe occidentale.

Dans ce contexte on peut cependant noter qu'à la simplicité des routes essentiellement terrestres des années 1970-1980 (où l'entrée sur le continent européen se faisait via l'Ukraine, la Turquie et Berlin Est⁸), s'oppose la complexité des routes empruntées après 1989 et 1991. Les pays traversés deviennent plus nombreux, allongeant la durée du trajet et le nombre de passages de frontières. Cette complexification des routes, en relation avec l'intensification des contrôles aux frontières, a fait émerger une industrie du passage des frontières (Salt, 2000) ; industrie qui repose dans le cas des Sri Lankais sur l'organisation hiérarchique mais flexible des LTTE (Fuglerud, 1999). Pour comprendre ces évolutions, je propose de mettre en parallèle deux extraits d'entretiens semi-directifs menés à Paris en 2006. Mon premier interlocuteur occupait à Sri Lanka des

⁵Voir Bruslé, Kanchana, Percot, dans le même numéro.

⁶Le pogrom du Juillet Noir est ordinairement considéré comme marquant le début de la guerre civile à Sri Lanka. Le 23 juillet 1983, une attaque du LTTE contre une unité militaire gouvernementale à Jaffna coûte la vie à 13 soldats sri-lankais. L'enterrement, deux jours plus tard, de ces soldats dans la capitale Colombo donne lieu au déclenchement en représailles de pogroms contre la communauté tamoule qui sont connus sous le nom de pogrom du Juillet Noir (*Black July Pogrom*). Les violences (meurtres, pillages, incendies) provoquées par des groupes de civils cinghalais s'étendent aux principales villes sri-lankaises majoritairement tamoules. Diverses ONG et agences internationales ont estimé qu'entre 1 000 et 3 000 Tamouls ont été tués durant ces émeutes. Plus de 18 000 maisons et commerces ont été détruits. Bien qu'une commission présidentielle ait, à la fin des années 1990, conclu à l'assassinat de 1 000 Tamouls, aucune procédure judiciaire n'a depuis été engagée.

⁷Ces gangs criminels portent des noms tels que Mukkaabalaa, Minnale, Viluthu ou encore Vennilaa.

⁸Christophe Guilmoto précisait en 1991 que l'arrivée massive des Sri Lankais en Europe occidentale avait été facilitée par la porosité de la frontière de Berlin-Ouest (1991 : 125).

fonctions de prêtrise, fonctions qu'il occupe encore en France dans un temple dédié à Murugan. Mon deuxième interlocuteur, qui a effectué ce périple à un jeune âge, est désormais propriétaire d'une épicerie dans le quartier de La Chapelle.

Texte 1 – Deux itinéraires

Interlocuteur n°1

Interlocuteur : *J'ai quitté le Sri Lanka en 1996. Pour venir en France cela m'a pris plusieurs mois. Approximativement seize mois. D'abord je suis parti de Talaimannar à Sri Lanka pour rejoindre l'Inde. J'ai pris un bateau de nuit. Je suis arrivé près de Danuskekodi ; ce n'est pas très loin de Rameswaram, c'est de l'autre côté du détroit qui sépare mon île de l'Inde. C'est la route la plus courte pour aller d'un côté à l'autre. Il n'y a qu'à embarquer dans un des nombreux bateaux qui font la navette la nuit de manière illégale. De là je suis allé à Pondichéry. Là-bas, un ami que je connaissais m'a arrangé le coup. J'ai pu prendre l'avion pour l'Afrique du Nord. Après j'ai pris le bateau, direction l'Espagne. De là, j'ai repris un avion avec lequel je suis arrivé aux Pays-Bas et j'ai finalement pris un bus pour la France.*

Interviewer : *Et pourquoi la France ?*

Interlocuteur : *Parce que j'y connaissais du monde qui pouvait m'accueillir et m'obtenir un emploi. C'est pour cette raison que j'ai voulu aller en France.*

Interlocuteur n°2

Interlocuteur : *Je suis arrivé ici en 1983, à l'âge de 16 ans. C'était le projet de mon père de me faire partir.*

Interviewer : *Pour quelles raisons ?*

Interlocuteur : *Pour fuir la guerre évidemment. En 1983 c'était vraiment tendu là-bas. Je me souviens que c'était difficile. C'était de la survie. C'est pourquoi, mon père voulait que je fuie et que je parte m'installer à Londres. Il avait des contacts là-bas. Il m'a payé un billet d'avion pour Berlin. Pour Berlin Est. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque, il y avait deux blocs. Et nous, les Tamouls de Sri Lanka, on s'entendait bien avec le bloc communiste. Alors, ça ne posait pas de problèmes pour aller là-bas. Passer de l'autre côté c'était un peu plus difficile. J'ai pris un billet de train direction la France puis l'Angleterre. Arrivé là-bas je me suis*

fait avoir, et ce qui correspond à la police aux frontières m'a ramené en France.

Interviewer : *Et en France, vous connaissiez des personnes pour vous accueillir ?*

Interlocuteur : *Moi non. J'ai réussi à appeler mon père qui m'a donné une liste de contacts, plusieurs adresses.*

Interviewer : *Et vous aviez quel statut ?*

Interlocuteur : *J'ai fait un dossier à l'OFPRA, un dossier bien monté d'ailleurs. J'ai eu le statut de réfugié politique. Quelques années plus tard, j'ai été naturalisé.*

Interviewer : *Maintenant, ceux qui fuient la guerre civile, vous savez par où ils passent ?*

Interlocuteur : *Par là où il n'y a pas trop de monde. Par l'Europe de l'Est, l'Ukraine, la Pologne ... Mais aussi par l'Afrique du Nord et l'Espagne. De toute manière c'est le système D, un système D bien organisé et qui fonctionne bien. Il y a des gens qui sont très bien payés pour faire ça et qui sont très qualifiés.*

Ces deux récits témoignent de l'évolution des routes empruntées, de l'ampleur des réseaux mobilisés et de la structuration de la migration par des compatriotes, parents ou amis déjà installés. D'après d'autres témoignages (Goreau-Ponceaud, 2008), le LTTE était au cœur de cette chaîne migratoire, soit en motivant la migration, soit en l'organisant. Ce point de vue détermine une lecture politique de l'expérience migratoire et de ses traductions socio-spatiales dans les divers pays d'installation : l'exil pourrait alors être considéré comme une condition de survie du peuple tamoul. En effet, il faut dire ici que les Tamouls déplacés à la suite de violences à Sri Lanka même, ne sont pas considérés comme des réfugiés. Dès lors deux options légales s'offrent à eux : la première, souvent peu couronnée de succès, consiste à demander un visa auprès des différentes ambassades présentes sur le territoire sri-lankais. La seconde consiste à se retrancher dans l'un des multiples camps crasseux et moribonds situés en périphérie des zones de conflit. Mais c'est une troisième option, décrite dans ces deux témoignages, qui est massivement usitée par les Tamouls depuis

trois décennies. Il s'agit du choix de la transgression, de routes longues, dangereuses et s'appuyant sur un réseau de passeurs, où « les frontières entre *smuggling* et *trafficking*, entre la simple aide au passage de la frontière et l'exploitation de migrants maintenus dans un état de sujétion, entre le libre choix, la coercition ou la tromperie sont souvent labiles, surtout quand il y a dette économique » (Ambrosini, 2010 : 23). C'est cette dangerosité qui explique en partie que cette immigration soit majoritairement masculine et jeune, après 1983 en particulier. Ici on peut parler plutôt d'*antiroutes*, dans la mesure où ces migrations illicites passent préférentiellement par des régions géographiquement peu accessibles (*cf.* interlocuteur n°2), des confins qui participent à la consolidation de ce que Brunet nomme « l'antimonde », afin d'en restreindre l'accès aux forces répressives. Les opérateurs de « l'économie de passage » (Withol de Wenden, 2009) tournent à leur avantage les risques et inconvénients de l'antiroute puisqu'elle leur procure une certaine forme de sécurité et qu'elle justifie des prix élevés⁹ ; elle permet également d'échapper à la surveillance des frontières. Ainsi, un nombre important de routes terrestres traverse le Pakistan, l'Iran et la Turquie, avant de devenir maritime en direction de l'Italie du Sud. Les autres routes que mes entretiens ont mises en évidence passaient par l'Europe de l'Est, en particulier par Berlin (interlocuteur n°2). Néanmoins, à partir du milieu des années 1990 un grand nombre de Tamouls sri-lankais passait par l'Afrique sub-saharienne et/ou l'Afrique du Nord, avant d'embarquer dans des navires de fortune pour gagner les portes de

l'Europe (parmi les 32 personnes que j'ai interviewées longuement à ce sujet, 8 sont arrivées en France de cette manière). Malgré ces évolutions, l'entrée sur le territoire européen s'effectue majoritairement par les frontières orientales après avoir combiné différents modes de transport.

Par ailleurs, les épreuves de la route marquent les migrants et contribuent à leur forger une identité collective, tandis que leur identité personnelle est souvent aliénée (il leur faut souvent déchirer tout papier d'identité)¹⁰. À destination, les exilés sont souvent épaulés par des parents ou relations qui les logent ; mais la limite entre solidarité et exploitation est souvent ténue. D'autant plus que ces réseaux migratoires se révèlent particulièrement actifs économiquement, créant à Paris et en banlieue Nord des centralités commerciales dont la formation est liée au travail indépendant et au développement de circuits commerciaux transfrontaliers, à l'instar de ce qu'a pu décrire Peraldi concernant les « économies de bazar » (2002).

La tension ne disparaît pas car il faut rapidement faire l'apprentissage d'une langue inconnue, s'inventer une histoire de vie et s'y tenir pour obtenir le statut de réfugié. Il faut d'emblée savoir se faire comprendre, comprendre ce que l'autre veut entendre, savoir lui dire. À propos des récits de vie des demandeurs d'asile tamouls, Giacomo Mantovan précise qu'en France, « l'aveu constitue la méthode pour produire la vérité que l'OFPRA veut entendre pour accorder le statut » (2011 : 45). Ainsi, « le filtrage aux frontières par les supposées causes du déplacement est en lui-même une violence faite aux individus : ceux-ci échouent dans leur tentative d'intégrer leur histoire individuelle dans le langage d'une société

⁹Selon mes entretiens, durant la période 1990-1998, le prix moyen pour un trajet entre Sri Lanka et La Courneuve oscillait entre 10 000 et 18 000 euros, selon la « qualité » de la route. Une fois les ressources disponibles épuisées – aide financière d'un compatriote déjà à l'étranger, vente des terres, mise en gage des bijoux, mobilisation de la famille élargie pour payer cette somme – il faut parfois s'endetter auprès du passeur. Cet endettement explique en partie le déclassement professionnel auquel sont sujets certains Tamouls à leur arrivée en France.

¹⁰Ces épreuves de la route forment une véritable saga de la souffrance humaine dont témoigne progressivement une littérature de la diaspora tamoule sri-lankaise en cours de constitution (songeons par exemple aux romans *Le sari rouge* de Vasugi V Ganeshanathan ou encore à *Retour à Brixton Beach* de Roma Tearne).

d'accueil où ils essaient de les rendre acceptable » (Agier, 2011 : 56)¹¹.

Les conditions du voyage contribuent également à forger une image marchande de l'asile puisque les passeurs et la communauté en font une affaire d'argent, en particulier lors des démarches administratives pour la constitution du dossier de la demande du statut de réfugié. En effet, les demandeurs d'asile doivent souvent rémunérer un compatriote pour obtenir une domiciliation nécessaire au dépôt de la demande d'asile, pour effectuer la traduction du récit motivant la demande ou pour se faire accompagner dans une administration inconnue (par exemple, la traduction d'un récit du tamoul en français ou du français en tamoul se paie à la ligne). Ceci s'ajoute au fait que les réseaux d'émigration reposent souvent sur l'endettement, car différents emprunts et crédits ont été contractés pour payer le transport vers l'Europe. L'entrée des Sri Lankais sur le marché du travail reste donc déterminée par de lourdes obligations financières.

Ainsi, comme le soutient la littérature de la « mondialisation par le bas » (Tarrius, 2002), les migrants sri-lankais jouent un rôle actif dans l'alimentation des flux migratoires et dans la structuration du marché du travail informel, grâce à leurs réseaux de relations sociales (familiales et ethniques) qui lient les migrants nouvellement arrivés à ceux installés de façon stable ; à travers ces réseaux sociaux « se manifeste l'*agency* des migrants au regard des contraintes imposées à la mobilité humaine » (Ambrosini, 2010 : 21)

¹¹Pour Giacomo Mantovan, il s'applique aux demandeurs d'asile sri-lankais en France ce que Michel Foucault disait à propos des confessions autour de la sexualité : « Nous lui demandons de dire la vérité (...) ; et nous lui demandons de nous dire notre vérité » (Foucault cité par Mantovan, 2011 : 46)

Des camps de réfugiés du Tamil Nadu à l'espace monde : de l'enfermement à la dispersion

Si les routes sont multiples, le schéma pour quitter le Sri Lanka reste souvent le même : une des premières étapes - non des moindres - est de traverser le détroit de Palk pour se rendre en Inde¹². Jusqu'en 2009, la traversée était assurée par le LTTE (ironiquement appelée la « *Eelam Shipping Service* »). La plupart des migrants voulant fuir le Sri Lanka et les zones de combats utilisaient deux routes principales : la plus usitée était Talaimannar-Rameswaram, et dans une moindre mesure Nacheguda-Rameswaram¹³, passant ainsi par le Tamil Nadu où ils viennent grossir le nombre de réfugiés. Même si l'immigration sri-lankaise s'appuie sur le maillage de réseaux de passeurs aux ramifications mondiales, la contiguïté géographique, les affinités ethniques et la disponibilité de bateaux font du Tamil Nadu un choix « naturel »¹⁴.

Cependant, comme oubliés de ces réseaux, une partie de ces migrants se situent dans les interstices de la diaspora, mis à l'écart de cette utopie socio-spatiale, indésirables, et connaissent des formes variées et hétérogènes d'enfermement qui permettent de s'interroger sur les manières dont se passe leur maintien dans l'exil. En

¹²Parmi l'ensemble des personnes que j'ai interrogé durant mon travail de doctorat, plus de 70% des enquêtés ont emprunté une route qui passait d'abord par l'Inde et le Tamil Nadu en particulier. Cette traversée du détroit de Palk est donc une étape quasi-incontournable, particulièrement pour ceux qui ont migré dans la décennie 1990.

¹³Cette traversée est souvent dangereuse. Plusieurs tragédies, relatées par la presse ont eu lieu. C'est par exemple celle de 1997, où 165 Tamouls sri-lankais se sont noyés après que leur embarcation ait chaviré dans le détroit de Palk (*The Hindu*).

¹⁴Au début des années 1980, le gouvernement régional du Tamil Nadu a accordé aux militants du LTTE des facilités pour s'armer et s'entraîner. En dépit des évolutions politiques, il existerait encore des camps d'entraînement dans les districts des Nilgiris et de Coimbatore (Smith, 2008 et entretiens de juin 2010).

effet, selon l'ONG OFERR, il y avait en juin 2010 au Tamil Nadu 117 camps de réfugiés accueillant une population dépassant les 70 000 personnes. A cela s'ajoutent deux *Special Camps* et une population dépassant les 30 000 individus vivant hors des camps, mais surveillée. Ainsi, les figures que prennent l'enfermement des réfugiés sri-lankais au Tamil Nadu peuvent être divisées en trois catégories qui sont fonction des règles du filtrage aux frontières selon les supposées causes du déplacement :

- Ceux qui résident dans les camps.
- Ceux qui résident hors des camps : certains Tamouls sri-lankais venus par bateau à Rameswaram ont informé les

autorités qu'ils ne voulaient pas rester dans les camps de réfugiés. Ces individus sortent du processus de mise en camp parce qu'ils possèdent des moyens financiers suffisants. Néanmoins, ils doivent se faire enregistrer au poste de police le plus proche de leur lieu de résidence et obtenir un certificat de réfugié du bureau du sous-préfet. Selon le Département de réhabilitation des réfugiés du gouvernement du Tamil Nadu, il y avait en 2010, 31 802 Tamouls sri-lankais dans cette catégorie (entretien ONG OFERR, juin 2010).

- Enfin, les ressortissants sri-lankais identifiés comme militants et enfermés dans les *special camps*.

Tableau n°1 : Nombre de réfugiés et nombre de camps par district du Tamil Nadu au 1^{er} octobre 2008.

District	Nombre de camps	Nombre de réfugiés
Coimbatore	9	4 360
Cuddalore	4	1 639
Dharmapuri	8	2 500
Dindigul	8	3 694
Erode	4	5 377
Kanniyakumari	4	1 581
Karur	2	2 267
Krisnagiri	3	1 199
Madurai	3	6 279
Namakkal	3	2 578
Perambalur	1	282
Pudukkottai	3	3 755
Ramanathapuram	1	3 114
Salem	8	3 704
Sivaganga	6	3 713
Theni	2	60
Thiruvallur	2	5 271
Thoothukudi	3	1 807
Tiruchirappalli	2	3 231
Tirunelveli	9	2 963
Thiruvannamalai	14	4 176
Vellore	6	3 985
Villupuram	2	2035
Viruthunagar	6	3 741
TOTAL	113	73 311

Source : informations fournies à l'auteur par l'Organisation pour la Réhabilitation des réfugiés de l'Eelam (OFERR), juin 2010, Chennai, Tamil Nadu.

Carte n°2 : Distribution des camps de réfugiés au Tamil Nadu.

Source : Conception et réalisation Anthony Goreau-Ponceaud, 2011. D'après les informations fournies à l'auteur par l'ONG OFERR, juin 2010, Chennai, Tamil Nadu.

Afin de comprendre les difficultés de ces réfugiés, il est nécessaire de garder à l'esprit la chronologie de leur arrivée au Tamil Nadu (Singh, 2003 ; Suryanarayan, 2000 ; Oberoi, 2006).

Le premier exode des réfugiés a commencé peu après Juillet Noir en 1983 et a continué jusqu'en juillet 1987 (date de

l'intervention de l'IPKF¹⁵ dans le conflit sri-lankais), lorsque un accord entre l'Inde et le Sri Lanka a été signé (Singh, 2003). Durant cette période, 134 053 Tamouls sri-lankais trouvent refuge en Inde du Sud. Suite à l'accord Inde-Sri Lanka, les réfugiés commencent à retourner à Sri Lanka. Entre décembre 1987 et août 1989, 25 585 réfugiés retournent à Sri Lanka par des navires affrétés. Le reste des Tamouls est soit retourné à Sri Lanka sans aide gouvernementale, soit resté au Tamil Nadu.

La deuxième guerre d'Eelam, entre Colombo et les Tigres, a débuté en Juin 1990 et a abouti à la deuxième vague de réfugiés. À partir d'août 1989, 122 000 Tamouls sri-lankais sont venus se réfugier au Tamil Nadu. Parmi eux, 115 680 étaient « démunis » et ont été hébergés dans des camps. Le rapatriement de ces réfugiés a débuté le 20 Janvier 1992. Selon le HCR, du 20 janvier 1992 au 20 mars 1995, 54 188 réfugiés ont été rapatriés volontairement à Sri Lanka par des navires affrétés et des avions (Suryanarayan, 2000 ; Oberoi, 2006).

La Troisième guerre d'Eelam a commencé en avril 1995 et une fois encore les réfugiés ont commencé à se diriger vers le Tamil Nadu. Ce flux de réfugiés a été la conséquence des opérations de l'armée sri-lankaise dans les domaines contrôlés par le LTTE. Progressivement, le flux de réfugiés a diminué, jusqu'à l'accord de cessez-le-feu de 2002. En avril 2002, les autorités et les ONG comptabilisaient 23 356 réfugiés en Inde. Pendant le cessez-le-feu - de 2002 à 2006 -, beaucoup d'entre eux retournèrent à Sri Lanka avec l'assistance du HCR qui fournissait des billets d'avion aux réfugiés, ou bien de manière illégale, notamment à cause de l'attente pour obtenir un permis de sortie.

La quatrième guerre d'Eelam qui a commencé en 2006 et a connu une fin brutale en 2009 s'est notamment traduite par une hausse significative des premières demandes d'asile sri-lankaises en France (+ 33% par rapport à 2008), mais pas par une forte augmentation du nombre d'arrivées de réfugiés au Tamil Nadu (tableau 2).

¹⁵L'*Indian Peace Keeping Force* est une force militaire de maintien de la paix que le gouvernement de Rajiv Gandhi avait envoyée en 1987 à Sri Lanka pour s'interposer entre le LTTE et l'armée cinghalaise, et ainsi favoriser un règlement du conflit. Cette IPKF avait dû battre en retraite, trois ans plus tard, et Rajiv Gandhi fut assassiné par une militante du LTTE en guise de représailles.

Tableau 2 : Arrivées des réfugiés Tamouls sri-lankais enregistrés au camp de Mandapam de janvier 2006 au 21 mai 2010*.

Période		Adultes		Enfants		Total
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Nombre de réfugiés
2006	4 978	6 343	5 683	2 404	2 225	16 665
2007	1 549	1 639	1 307	461	389	3 796
2008	1 172	1 107	1 001	336	273	2 717
2009	668	469	570	124	104	1 267
2010	177	94	169	34	31	328

Source : informations fournies à l'auteur par l'Organisation pour la Réhabilitation des réfugiés Eelam (OFERR), juin 2010, Chennai, Tamil Nadu.

*Sont considérés comme adultes l'ensemble des hommes et femmes ayant plus de 18 ans.

Le point d'entrée sur le territoire indien le plus usité par l'*Eelam Shipping Service* pour déposer les réfugiés provenant généralement de Talaimannar, Pesalai, Jaffna, ou encore Kilinochi est Arichalmunai. Là, les réfugiés sont soumis à un contrôle, d'abord par la marine indienne, suivi d'un interrogatoire (parfois musclé) par les membres de la *Special Branch CID* (unité spéciale de la police du Tamil Nadu veillant à la sécurité intérieure) et de la *Q Branch CID* (unité spéciale de la police du Tamil Nadu contrôlant les groupes extrémistes et terroristes). Le travail des membres de la *Special* et de la *Q Branch CID* sert à faire un « premier tri » au sein des réfugiés entre ceux qui seraient susceptibles d'être ou d'avoir été des membres du LTTE et les autres¹⁶. Les personnes soupçonnées d'avoir des liens avec le mouvement sont appelées et immédiatement écartées. Elles iront effectuer une « quarantaine » de 30 jours dans le camp de Danuskodi avant de

rejoindre un camp spécial ou *special camp* du Tamil Nadu. Là, des agents de l'IB (Intelligence Bureau) décideront de leur sort. En octobre 2008 (selon les chiffres disponibles à l'ONG OFERR), il y avait 76 personnes enfermées dans le camp spécial de Chengalpattu. Lors de mon terrain, je n'ai pas pu obtenir les autorisations nécessaires pour pénétrer dans ce camp. Cependant, selon l'activiste politique pro-tamoul et *leader* diasporique, Pala Nedumaran¹⁷ (entretiens des 6 et 8 juin 2010), il semblerait que ces chiffres soient largement sous-estimés. Selon Nedumaran, le SC1 de Chengalpattu ne serait pas le seul camp spécial « en fonctionnement », il y en aurait également à Vellore (SC2) et à Cheyyar (SC3). Cette information est confirmée par les ONG

¹⁶Les modalités de ce tri sont basées sur l'apparence physique des hommes. Les agents de la *Q Branch*, avant de soumettre les réfugiés à un interrogatoire parfois long, examinent avec minutie leur corps, à la recherche de cicatrices, de blessures témoignant d'un entraînement militaire ou d'une implication au sein du LTTE.

¹⁷Pala Nedumaran est un politicien ouvertement pro-tamoul. Ancien membre du Parti du Congrès indien, il en est parti après la mort de Kamaraj pour soutenir la cause tamoule. Il préside le « *Tamil National Movement* » depuis 1979, et coordonne le « *Tamil Eelam Liberation Supporters Co-ordination Committee* » depuis 1990. Il est l'éditeur, depuis 1997, d'un bimensuel tamoul, imprimé à Chennai et diffusé dans toute l'Asie du Sud. Enfin, il est depuis 2002 le président et fondateur de la « *World Tamil Confederation* ». Il a rencontré à plusieurs reprises le chef du LTTE, Velupillai Prabhakaran, et entretient d'importantes relations avec les associations tamoules françaises.

OFERR et *Federation For People's Right* intervenant dans les camps¹⁸.

Après ces étapes, les autres réfugiés sont généralement emmenés dans la soirée au camp de Mandapam. Celui-ci sert normalement de camp de transit (toutefois, lors de mes enquêtes en juin 2010¹⁹, hormis les réfugiés arrivés après le mois d'avril, il y avait également là des familles qui y vivaient depuis plus d'une décennie). La restauration et autres besoins élémentaires sont assurés par les ONG opérant au niveau local, à l'instar d'OFERR et de *Federation for People's Right*. La nourriture est apportée dans le camp de l'extérieur pour 35 roupies par jour et par personne. Les jeunes hommes arrivant au camp de Mandapam sont initialement mis en quarantaine. La police de Danushkodi fait une enquête avant d'enregistrer les réfugiés et de leur fournir une carte d'identité individuelle qui porte leur nom et leur adresse (nom et numéro du camp, numéro de la « maison »). Une carte pour la famille est également délivrée aux réfugiés sri-lankais, qui comprend une photo de famille, les noms des membres, leur âge, les liens entre eux, leur sexe, la date et le lieu de leur arrivée en Inde, leur niveau d'instruction, de même que leur adresse à Sri Lanka. Ces cartes sont utiles lorsque les autorités

doivent effectuer des vérifications d'identité à l'extérieur du camp²⁰.

Les problèmes rencontrés par les réfugiés dans le camp de Mandapam sont apparemment similaires à ceux rencontrés dans les autres camps tel que celui de Keelputhu Pathu²¹ (camp 109, taluk de Tindivanam) à une quinzaine de kilomètres de Pondichéry : le logement (les constructions, peu nombreuses, aux toits de tôle ou de palmes tressées sont vétustes et datent pour la plupart des années 1980)²², les systèmes d'alimentation en eau et en électricité, ainsi que les installations sanitaires sont de mauvaise qualité. Bien que les réfugiés dans les camps aient été enregistrés à leur arrivée, il y a également des individus non inscrits qui vivent dans ce camp qui fait face à une importante crise de surpopulation.

De plus, les réfugiés sont censés payer pour leurs rations alimentaires et répondre à leurs besoins domestiques grâce à l'allocation financière mensuelle assurée par le gouvernement du Tamil Nadu (le chef de famille reçoit 200 roupies et chaque individu de plus de 12 ans 144 roupies ; le premier enfant de moins de 12 ans reçoit 90 roupies et les suivants 45), ce qui n'est souvent pas possible. Ils sont alors contraints d'accepter des emplois subalternes à proximité du camp (entretiens du 15 et 16 juin 2010).

¹⁸Selon Pala Nedumaran, les conditions de vie dans ces camps isolés seraient abominables et comparables à celles que l'on peut trouver dans une prison indienne. Dans un entretien du 8 juin 2010, Pala Nedumaran me confiait que dans ces camps spéciaux, sur une suspicion d'appartenance au LTTE le gouvernement du Tamil Nadu enfermerait les personnes concernées 24 heures sur 24 dans des pièces qui se composeraient uniquement d'une porte et de barreaux de fer à l'instar d'une cellule de prison. Le couloir étroit entre ces pièces dans lesquelles ces réfugiés seraient enfermés, ainsi que le grillage, empêcheraient les réfugiés de marcher librement. Afin de veiller sur les détenus du camp durant la nuit, des lumières puissantes et aveuglantes inonderaient de leurs rayons l'ensemble des cellules. Les surveillants empêcheraient les réfugiés d'utiliser un rideau pour limiter la puissance de ces lampes.

¹⁹Je tiens à remercier en particulier Monsieur Sugumaran et les membres de son ONG *Federation For People's Right* pour leur aide dans mes démarches.

²⁰Les réfugiés sri lankais au Tamil Nadu peuvent circuler librement dans les environs des camps, mais sont sous la surveillance de la police et devaient retourner tous les soirs, dans les camps pour l'appel jusqu'en 2009. Lors de mon terrain en juin 2010 cet appel était hebdomadaire. Ces restrictions en matière de déplacement font qu'il est difficile pour les réfugiés de trouver un emploi et de travailler dans des villes trop éloignées du camp.

²¹Lors de mon terrain en juin, ce camp abritait plus de 1 700 personnes.

²²La plupart des logements dans les camps, à l'instar de celui de Keelputhu Pathu, sont vétustes, car ces camps ont majoritairement été construits avant la décennie 1980 dans le but d'accueillir les quelques 300 000 Tamouls indiens rapatriés de Sri Lanka dans le cadre du « pacte Sirimavo-Shastri ».

Cette population représente donc un pôle important de la migration tamoule sri-lankaise dans le monde, un pôle caractérisé par son immobilisme dû à l'enfermement d'une partie de la population. Il semble, d'après mes entretiens, que les réfugiés présents dans les camps se considèrent comme les oubliés de la diaspora : il n'y aurait que peu de soutien financier de la part des organisations transnationales tamoules. Seuls les réseaux familiaux assureraient une modeste solidarité. En effet, la majorité est constituée de familles pauvres qui vivaient auparavant de la pêche dans les régions du Nord et de l'Est de l'île. Pour autant, lors de mon terrain de thèse mené au Tamil Nadu et lors de mon terrain de juin 2010, j'ai pu également m'entretenir avec plusieurs réfugiés résidant hors des camps dont l'ambition était de migrer vers l'Europe et plus particulièrement vers la France (ils avaient de la famille installée à la Courneuve). Dans ce dessein, Pondichéry apparaît à plusieurs reprises dans les entretiens comme une étape transitoire pour l'Europe. Là encore, des réseaux rassemblant divers goondas – contrôlés par des anciens membres du LTTE – aideraient les populations à obtenir de faux papiers français afin de migrer. Enfin, la fin du conflit à Sri Lanka en 2009 ne correspond pas pour les personnes interrogées dans le camp de Keelputhu Pathu à une volonté de retour au pays d'origine.

La France : un choix par défaut, point de fixation ou étape ?

Étape quasi-obligatoire dans les diverses trajectoires migratoires des Tamouls sri-lankais, le Tamil Nadu n'est cependant qu'une étape transitoire de migrations en chaîne vers l'Europe, notamment la France. D'emblée, je dois préciser que c'est par défaut que les Sri Lankais se sont installés en France à partir du début des années 1980. Leurs choix se portaient en priorité sur l'Angleterre, s'expliquant par la phase britannique de colonisation de l'île qui avait privilégié la minorité tamoule, et par la pratique de la langue anglaise qui est restée en héritage (Goreau-Ponceaud, 2008). Cependant, du fait du durcissement des lois britanniques sur l'immigration (*Immigration Act* de 1971 visant à réduire l'immigration en provenance des pays du Commonwealth), les candidats à l'émigration en Angleterre ont dû stopper leur périple en France. Ils ont formé le premier noyau de demandeurs d'asile sri lankais. C'est ainsi que l'on a assisté, entre les stations de métro La Chapelle et Gare du Nord, entre les 10ème et 18ème arrondissements de Paris, à la constitution progressive d'une centralité commerciale (Goreau-Ponceaud, 2009). C'est à partir de là que d'autres ont emprunté de nouvelles voies, principalement terrestres et par l'Est de l'Europe, afin d'atteindre la Suisse ou l'Allemagne. Néanmoins, au cours de ces premières années, les destinations les plus plébiscitées restaient le Canada, l'Angleterre, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, la Norvège et la Suisse. L'Allemagne, la Grèce, l'Italie et la France sont encore aujourd'hui des destinations de second choix (Goreau-Ponceaud, 2008).

Tableau n°3 : Réfugiés Sri Lankais et territoires d'asile (au 31/12/1999).

Pays	Nombre de demandeurs d'asile	Valeur relative (en %)
Inde	66 400	55,01
France*	15 900	12,92
Canada**	9 700	8,04
Allemagne*	9 200	7,62
Royaume-Uni*	8 300	6,88
Suisse	4 300	3,56
Norvège*	2 300	1,91
Pays-Bas*	2 100	1,74
Autre	2 500	2,07
Total	120 700	100

Source : Les réfugiés dans le monde. 50 ans d'action humanitaire. Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Annexe 7, 2000.

*Nombre de réfugiés estimé par le HCR, à partir des arrivées de réfugiés et/ou de la reconnaissance des demandeurs d'asile comme réfugiés au cours des dix dernières années. Ces estimations ne tiennent pas compte des réfugiés réinstallés.

**Nombre de réfugiés estimé par le HCR, à partir des arrivées de réfugiés et/ou de la reconnaissance des demandeurs d'asile comme réfugiés au cours des cinq dernières années. Ces estimations ne tiennent pas compte des réfugiés réinstallés.

Tableau n°4 : Demandes d'asile des Sri Lankais en France et pourcentage d'accord.

Année	Première demande d'asile des Sri Lankais (hors mineurs accompagnants et réexamens)	Age moyen lors de la première demande d'asile	Part de femmes lors de la première demande d'asile	Part des premières demandes des Sri Lankais par rapport à l'ensemble des premières demandes	% d'accord
1999	2001	NC	NC	6,5%	43,2%
2000	1879	NC	NC	4,8%	43,2%
2001	2000	NC	NC	4,2%	33,5%
2002	1992	NC	NC	3,9%	22%
2003	1967	NC	NC	3,8%	14%
2004	2090	NC	NC	4,1%	9,9%
2005	1894	NC	30,5%	4,4%	4,9%
2006	1993	31.8	30%	7,6%	5,1%
2007	1845	32.9	30%	7,75%	16,9%
2008	1962	32.8	29%	16,9%	12,5%
2009	2617	32.6	28%	19,6%	24,1%

Source : D'après les rapports d'activités de l'OFPRA.

Tableau n°5 : Estimation du nombre de réfugiés statutaires sri-lankais en France au 31 décembre de chaque année (hors mineurs accompagnés).

Année	Femmes en %	Hommes en %	Total	Total Asie	Proportion par rapport à l'ensemble des nationalités
2009	36	64	19 299	59 028	19,6%
2008	36	64	17 559	55 773	16,9%
2007	36	64	16 555	54 289	19,8%
2006	37	63	15 654	52 808	12,7%
2005	NC	NC	15 602	52 812	13,1%
2004	38	62	15 304	53 009	13,9%
2003	37,6	62,4	15 062	52 900	15%
2002	37,4	62,6	15 938	57 728	15%
2001	37,4	62,6	15 774	60 465	16%
2000	38	62	15 183	63 511	14%

Source : D'après les rapports d'activités de l'OFPRA. NC = non communiqué.

La demande d'asile sri-lankaise en France reste fonction de la situation géopolitique à Sri Lanka. Pour illustration, l'augmentation des premières demandes d'asile (tableau 4) entre 2002 et 2004 correspond à « l'échec » du cessez-le-feu de 2002. Par ailleurs, le taux d'accord pour les Sri Lankais a longtemps été relativement élevé, mais on se rend compte qu'il n'a fait que chuter depuis 1999 pour atteindre seulement un peu plus de 5% en 2005. Cette dégringolade est liée au fait que le LTTE a été frappé d'interdiction dans de nombreux pays à cette période – il est classé comme mouvement terroriste en Inde, aux États-Unis, en Grande Bretagne, Canada, Australie, Malaisie, et finalement par l'Union Européenne le 29 mai 2006. Par la suite, la nette augmentation du taux d'accord à partir de 2007 et la hausse soudaine des premières demandes d'asile en 2009 sont à mettre en relation avec la recrudescence du conflit et l'intensification des actions militaires à Sri Lanka.

En conséquence, à partir des années 1990, le contexte d'accueil change face à la constitution progressive d'une communauté : les Tamouls Sri Lankais délaissent l'accueil dans les structures dédiées aux demandeurs d'asile et nouveaux arrivants pour l'aide de leurs compatriotes.

Dès lors, on assiste à partir du milieu des années 1990 à un bouleversement des trajectoires résidentielles en raison de la constitution d'une chaîne migratoire bien organisée. Si les nouveaux arrivants continuent d'arriver au quartier la Chapelle, partageant généralement avec d'autres compatriotes un logement vétuste et sans confort appartenant à un coreligionnaire ayant lui migré en France au cours de la décennie 1980 ; ceux installés en France depuis cette même décennie ont soit achetés à crédit un appartement bon marché situé en petite couronne à proximité d'une station de métro (à la Courneuve, Aubervilliers, Saint-Denis et Bobigny principalement), soit acquis un pavillon en grande banlieue. Dans ces parcours résidentiels, il faut noter le rôle joué par l'entre-aide communautaire dans les parcours individuels, comme ressource mais aussi comme contrainte, et qui intervient à plusieurs reprises dans le parcours étudié : à l'arrivée, elle permet au migrant de trouver un logement (mais aussi un travail), puis d'acheter un premier appartement, où il va loger des cousins et amis, à la fois pour des raisons d'ordre économique et par obligation morale (Goreau-Ponceaud, 2008). Le recours à l'occupation multiple permet le remboursement des crédits immobiliers et l'achat d'un pavillon en grande banlieue. Cette dernière étape étant liée à une

évolution de la structure familiale. On peut penser que cette trajectoire résidentielle ascendante refléterait un parcours d'acculturation et d'assimilation, pendant que d'autres groupes d'immigrants s'installent à leur tour dans le quartier fondateur de la Chapelle (sans pour autant y effacer toutes les traces des premiers ; on peut noter au contraire que le caractère ethnoculturel du quartier se renforce au lieu de s'effacer avec les arrivées des nouvelles vagues migratoires). Le quartier la Chapelle demeure toutefois un point de repère de base pour les groupes d'immigrants l'ayant quitté, notamment parce qu'il y reste une certaine concentration de commerces (j'ai recensé 178 commerces tenus et ou possédés par des Tamouls de Sri Lanka dans le quartier la Chapelle en 2010), de lieux de culte (il existe deux temples hindous dans ce quartier complétés de 11 autres dans les communes de la banlieue parisienne) et d'autres associations (pour les familles politiquement actives, la fin de semaine est souvent très chargée, combinant cours de tamoul, de danse et de chant dans ce quartier) ; les institutions étant moins mobiles que les individus.

Ces trajectoires résidentielles qui se mettent en place à partir des années 1990 ont eu pour conséquences une dilution résidentielle des Tamouls dans les communes Nord et Est de la périphérie parisienne (Goreau-Ponceaud, 2008). Par ailleurs, les migrants en quête de travail s'adressent à leur tour à leurs proches déjà insérés dans la société d'accueil ou à d'autres compatriotes pour trouver un emploi. C'est ainsi que bon nombre de Sri Lankais de la première génération travaillent principalement dans l'économie ethnique (commerce ou restaurant familial, services linguistiques semi-professionnels, agences de voyage), les services urbains (sociétés de nettoyage), comme caissiers dans les supermarchés de proximité et plongeurs dans les restaurants de la capitale (Vuddamalay, 1989). Dans ces processus, la

frontière entre ce qui est régulier et irrégulier est ignorée et constamment franchie. De plus, « les niches formées par les économies ethniques contribuent ainsi de façon plus que proportionnelle à leur poids occupationnel à créer de l'immigration irrégulière économiquement active » (Ambrosini, 2008 : 22).

Enfin, le mauvais niveau de français des primo-arrivants constitue un frein majeur à leur évolution professionnelle, ce qui les voue aux petits boulots et à l'économie informelle, où ils ont souvent un statut précaire, non salarié et sans protection sociale. Pour beaucoup de ces primo-arrivants, en particulier chez les diplômés, l'investissement dans l'éducation des enfants est très important étant donné que l'émigration s'est traduite par un déclassement socioprofessionnel (Goreau-Ponceaud, 2008). La réussite scolaire des enfants viendrait annuler symboliquement la disqualification socioprofessionnelle des parents. Dans cette perspective, la nationalité française est envisagée comme un droit qui peut faciliter leur insertion socioprofessionnelle et surtout celle de leurs enfants. Autre considération d'importance, la naturalisation permet l'accès au pays d'origine pour rendre visite à la famille restée là-bas, notamment quand elle s'est déplacée vers la région de Colombo, au sud, s'éloignant de la zone de conflit. Cependant, pour une minorité non négligeable, l'obtention de la nationalité française est attendue pour pouvoir quitter la France et s'installer dans un autre pays européen où l'on pense pouvoir vivre mieux. Le passeport français est, en quelque sorte, considéré comme un visa autorisant le séjour dans un pays de l'espace européen. Ainsi, comme l'indiquait Fulgerud à partir de son étude en Norvège, « as against the strategy of nation states, which assumes a place that can be circumscribed and serve as the basis for generating relationships of power, their operations rest on a concept of a tactic, that is, insinuating themselves into the place of

the other, constantly turning events into opportunities » (1999, 134).

Conclusion

Le pogrom de Juillet Noir est souvent perçu et conçu par les associations nationalistes tamoules (Comité de Coordination des Tamouls, Gouvernement Transnational de l'Eelam Tamoul notamment) comme l'acte fondateur de la dispersion, de la diaspora. C'est notamment cet événement qui a contribué à l'établissement de pôles diasporiques. Cette diffusion spatiale s'est faite à diverses échelles : pays, villes et aires urbaines. Dans le cas français nous avons vu que ces polarités ont été progressivement renforcées par les réseaux sociaux établis par les demandeurs d'asile, engendrant progressivement la création de centralités commerciales et ethniques. Ensemble, ces différents facteurs ont participé à entretenir tout un faisceau de liens entre les membres de ce segment diasporique et les autres, et ce malgré la dispersion.

A l'opposé, en Inde, pays de passage quasi-obligatoire des antiroutes menant les migrants aux portes de l'Europe, se sont constitués des contre-espaces dans lesquels le maintien en camp pour les Tamouls sri-lankais dure bien au-delà de l'urgence. Pour ces oubliés de la diaspora, qui ne connaissent depuis leur arrivée en Inde que les couloirs d'un processus hétérogène « d'encampement » (Agier, 2011 : 61), leur vie se résume à une double absence ; de ce qui n'a plus de place, place perdue du pays laissé derrière soi et place introuvable au sein de cette utopie qu'est la diaspora. Ils deviennent alors progressivement des indésirables et ils semblent s'être « endigués » (Agier, 2011 : 69). L'élection récente de Jayalalitha Jayaram (leader du parti politique *All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam*) au poste de *Chief Minister* du Tamil Nadu ouvre toutefois une nouvelle ère de relations diplomatiques au

sujet de la minorité tamoule sri lankaise en Inde et à Sri Lanka.

Anthony Goreau-Ponceaud
Maître de conférences, Université de
Bordeaux 4
ADES / CNRS
anthonygoreau@yahoo.fr

Bibliographie

- Agier, Michel (2011) *Le couloir des exilés. Etre étranger dans un monde commun*. Editions du croquant 120 p.
- Ambrosini, Maurizio (2010) « Migrants dans l'ombre. Causes, dynamiques, politiques de l'immigration irrégulière », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.26, pp.7-32.
- Ambrosini, Maurizio (2008) « Entreprendre entre deux mondes : le transnationalisme économique des migrants », *Migrations société*, XX (120), pp. 53-79.
- Anderson, Benedict (1996) *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La découverte, 213 p.
- Aslan Mustapha et Pérouse Jean-François (2003) « Istanbul : le comptoir, le hub, le sas et l'impasse. Fonctions dans le système migratoire international », *REMI*, vol.19, n°3, pp. 173-204.
- Brunet, Roger ; Ferras, Robert et Théry, Hervé (1993) *Les mots de la géographie*, Montpellier, Reclus, 518 p.
- Chouvy, Pierre-Arnaud (2002) *Les territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, Genève, Olizane, 544 p.
- Delon, Madavan ; Gaëlle, Dequierez et Eric, Meyer (2011) *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, Paris, L'Harmattan, 216 p. (Géographie et cultures).

- Dequirez, Gaëlle (2008) Tamouls sri lankais : le little Jaffna de la Chapelle, *Hommes et migrations*, n°1268-1269, pp. 82-91.
- Dufoix, Stéphane et Foucher, Valérie (2007) Les Petites Italies (et les autres...). Éléments de réflexion sur la notion d'ethnoterritoire, in Blanc-Chaléard, Marie Claude ; et al (dir) *Les Petites Italies dans le Monde*, Rennes, PUR, pp. 423-436.
- Dufoix, Stéphane (2000) Fausses évidences. Statut de réfugié et politisation, *REMI*, vol. 16, n° 3, pp. 147-164.
- Etiemble, Angéline (2003) Les Tamouls du Sri Lanka et l'exil en France : sens de la migration et dynamique de la diaspora, *Les cahiers du CERIEM*, vol. 11, pp. 35-52.
- Etiemble, Angéline (2001) *Les ressorts de la diaspora tamoule en France : associations, médias, politique*, Rennes, Ed. ADERIE/MIRE, 169 p.
- Fuglerud, Øivind (1999) *Life on the outside. The Tamil Diaspora and long distance nationalism*, Londres, Pluto Press, 203 p.
- Gonin, Patrick (dir.) (2005) *Le monde des migrations internationales : connaître et comprendre*, Lyon, AFDH, Géographes Associés, N°29, 140 p. (Actes de Géoforum Poitiers 2004).
- Goodhand, Jonathan ; Korf, Benedikt et Spencer, Jonathan (2011) *Conflict and peacebuilding in Sri Lanka. Caught in the peace trap?* New York, Routledge, 239 p.
- Goreau-Ponceaud, Anthony (2011a) Tamils in France, in Rajan, Irudaya ; Percot, Marie (dir.) *Dynamics of Indian Migration: Historical and current perspectives*, Delhi, Routledge, Chapter 3.
- Goreau-Ponceaud, Anthony (2011b) L'immigration sri-lankaise en France : Trajectoires, contours et perspectives, *Homme et Migrations*, n°1291, pp.26-39.
- Goreau-Ponceaud, Anthony (2011c) Visibilité et mobilisation politique : quand diaspora rime avec reconnaissance, in Delon, Madavan ; Dequirez, Gaëlle ; Meyer, Eric (dir.) *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, Paris, l'Harmattan, pp. 127-152 (Géographie et cultures).
- Goreau-Ponceaud, Anthony (2009) La Chapelle : un théâtre monde, *E-Migrinter*, n°4, pp.58-69.
- Goreau-Ponceaud, Anthony (2008) *La diaspora tamoule : trajectoires spatio-temporelles et inscriptions territoriales en Île-de-France*, Bordeaux, Université de Bordeaux 3, 427 p. Th. Doct : Géogr. : Bordeaux : 2008
- Guilmoto, Christophe (1991) Le cycle migratoire tamoul, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 7, n°1, pp.123-150.
- Gunaratna, Rohan (1999) Internationalisation of the Tamil Conflict (and its implication), in Siri Gamage ; Watson, I-B (Ed.) *Conflict and community in contemporary Sri Lanka*, Londres, Sage Edition, pp.108-137.
- Honneth, Axel (2006) *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, Paris, La Découverte, 349 p.
- McDowell, Christopher (2011) Les Tamouls en Suisse : l'émergence d'une communauté post-asilaire, *Homme et Migrations*, n°1291, pp. 104-116.
- McDowell, Christopher (1996) *A Tamil asylum Diaspora. Sri Lankan migration settlement and politics in Switzerland*, Londres, Bergham Books, 308 p.
- Mantovan, Giacomo (2011) Les récits de vie des demandeurs d'asile tamouls. Vers une mémoire collective ?, *Homme et Migrations*, n°1291, pp. 40-50.
- Meyer, Eric (2001) *Sri Lanka, entre particularismes et mondialisation*, Paris, La Documentation Française, 184 p.
- Peraldi, Michel. (Éd.) (2002) *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve & Larose, 495 p.
- Oberoi, Pia (2006) Sri Lankan Tamil internally displaced persons and refugees in India, in Oberoi, Pia (ed.) *Exile and belonging. Refugees and state policy in South Asia*, New-Delhi, Oxford University Press, pp. 200-232.
- Salt, John (2000) Trafficking and human smuggling: a European perspective, *International Migration*, Vol. 38, n°3, pp. 31-56.

Sayad, Abdelmalek (1999) *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 437 p. (Liber).

Singh, Depinder (2003) *Indian Peacekeeping Force in Sri Lanka 1987-1989*, Delhi, Natraj Publishers, 206 p.

Smith, Chris (2008) Les LTTE, mouvement de libération et d'oppression nationale, in Gayer, Laurent ; Jaffrelot, Christophe (dir.) *Milices armées d'Asie du Sud*, Paris, Sciences Po, pp. 95-121.

Sriskandarajah, Dhananjayan (2005) Tamil diaspora politics, *Encyclopedia of diasporas. Immigrant and refugee. Cultures around the world*, New-York, Springer science & Business Media, Vol. 1, pp. 492-501.

Suryanarayan, V(2000) *Between fear and hope: Sri Lankan refugees in Tamil Nadu*, Chennai, TR Publications, 116 p.

Tarrius, Alain (2002) *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland, 169 p.

Vuddamalay, Vasoodeven (1989) Présence indienne en France. Les facettes multiformes d'une immigration invisible, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 5, n°3, pp. 65-77.

Withol De Wenden, Catherine (2009) *La globalisation humaine*, Paris, Presses universitaires de France, 261 p.